

Sortie des GAFAM : une urgence politique. Reprenons le contrôle sur nos usages informatiques et nos logiciels (Partie 4)

Cet article est le quatrième volet de notre série « Sortie des GAFAM ».



La première partie est à lire ici :

<https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2057>

La deuxième est à lire ici : <https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2063>

La troisième est à lire ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2091>

La quatrième est à lire ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2099>

La cinquième et dernière est à lire ici

: <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2104>

Le web, le trumpisme, et les penseurs libertariens

Une autre forme de *merdification* : l'allégeance de la tech au « King »

Après avoir défini et exploré la notion de *merdification* du web et des plateformes dans la partie précédente, nous allons nous intéresser dans cette quatrième partie au basculement de la Tech, milieu qui était pourtant très largement démocrate et progressiste dans les années 2010, dans les idées techno-fascistes, ou a minima dans la collaboration active au régime de Trump [1].

En effet, en 2025, rares sont les entreprises qui n'embrassent pas le nouveau « King » : à la *merdification* logicielle s'ajoute la *merdification* politique.

Depuis le 20 janvier 2025, nous assistons à un festival de courbettes envers Trump de la part des AAMAM et de leurs patron : Twitter avec Musk bien sûr, mais aussi Facebook, Amazon, Google, Spotify, Airbnb... tout le monde adhère à la politique présidentielle, de la petite concession à la participation active (voir plus bas). Comment

est-ce que ces tech-bros, qui furent de fervents soutiens aux idées démocrates et engagés pour la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) depuis la période Clinton - Gore, sont-ils « devenus » de tels réactionnaires qui soutiennent aujourd'hui Trump avec acharnement ?

Quelque chose de pourri au royaume de la Silicon Valley

Il faut commencer par redire que l'adhésion de la Silicon Valley aux idées réactionnaires n'a rien d'une nouveauté. On pourrait même au contraire qualifier la période précédente de « parenthèse progressiste », voire de « parenthèse démocrate » dans sa longue histoire. En effet, si le *word wide web* s'est historiquement construit à partir d'idéaux hippies libertaires de partage et de gratuité, chez les entreprises dont c'est le gagne-pain, c'est une toute autre culture qui règne, et ce depuis les débuts. De l'influence de Carl Schmitt, le « juriste en chef du III^e Reich », à la fascination pour l'eugénisme du XIX^e siècle, la Silicon Valley des années 70 jusqu'aux années 2000 n'a jamais rien eu de progressiste.

L'eugénisme et le racisme sont ainsi présents dès sa fondation [2]. L'université de Stanford, créée en 1885 par Leland Stanford, grand PDG du rail US et fervent défenseur de la race blanche, emploie comme professeur Lewis Terman, psychologue eugéniste qui a participé à développer les tests de mesure du quotient intellectuel. Ce dernier rêve « d'une société dirigée par une classe héréditaire d'êtres humains hyper-intelligents » - et qui éviterait tout métissage qui « ternirait » cette classe.

C'est son fils, Fred Terman, qui fonde la « Silicon Valley » avec William Shockley, ingénieur inventeur du transistor et lui aussi féru d'eugénisme, qui propose d'identifier les gènes de pauvres et de « débiles » pour leur proposer une stérilisation contre rémunération. Cette fascination eugéniste de la Silicon Valley n'a d'ailleurs jamais cessé puisqu'en 2017, la start-up *Clearview AI*, financée notamment par Peter Thiel, propose d'associer reconnaissance faciale, théories eugénistes comme la physiognomonie et la phrénologie, et intelligence artificielle, pour « identifier » les capacités voire les penchants criminels des individus en fonction de leur faciès.

Dans les années 1960, les entreprises comme HP ou EDS (un des premiers « externalisateurs de données » pour le gouvernement) imposent un culte de la discipline individuelle pour leurs employés : pilosité faciale interdite, costume obligatoire, l'adultère est un motif de licenciement. Evidemment, les syndicats y sont interdits et même les discussions sur le salaire sont passibles d'un renvoi. Bien sûr, la société étasunienne dans son ensemble était à l'époque plus conservatrice, raciste et sexiste qu'aujourd'hui : la ségrégation était notamment encore en vigueur. Le fonctionnement de la Silicon Valley à l'époque ne détonne alors pas mais s'inscrit dans la norme sociale générale des entreprises.

Allégeances politiques et intérêts économiques

En somme, il n'y a rien d'étonnant à ce que les géants de la tech adhèrent aujourd'hui aux idées réactionnaires quand on sait que la fondation idéologique de la Silicon Valley est essentiellement réactionnaire, classiste, raciste et misogyne. Le basculement vers les démocrates et les progressistes au début des années 2000 n'était rien d'autre qu'une nécessité économique et sociale, aidée par la posture très pro-tech d'Obama qui a facilité la vie et les finances de la Big Tech pendant ses deux mandats.

L'entretien dans le podcast du NYT [3] entre Ross Douthat et Marc Andreessen (un investisseur anciennement démocrate et aujourd'hui trumpiste, membre actif du Projet 2025) daté du 17 janvier 2025 (donc juste avant l'inauguration du deuxième mandat de Trump) illustre bien les raisons principales de cette oscillation entre soutien démocrate et adhésion aux idées trumpistes.

Si on lit un peu entre les lignes de son *storytelling*, on décèle plusieurs étapes à son évolution politique :

1. Les jeunes formés dans les universités progressistes durant les années Obama arrivent en poste à la fois dans les entreprises de la tech et dans les institutions (congrès, commissions, gouvernement d'Etat, etc) et sont sensibilisés aux questions DEI (*Diversité, équité, inclusion*). Ils et elles ont eu une formation critique concernant le capitalisme et le libéralisme, ce qui force les entreprises de la tech à rogner leurs marges pour entreprendre des politiques d'inclusion, et augmente les volontés de contrôle des entreprises par les structures politiques. Ces avancées sociales obtenues sous Obama restent maigres, et se révèlent coûteuses à l'échelle d'un pays comme les US.
2. Durant le premier mandat Trump, ce dernier possède certes la Maison Blanche mais n'a pas encore le contrôle ni sur le Parti Républicain ni sur le congrès, comme il l'aura durant son deuxième mandat. Ainsi le Gouvernement fédéral et le Congrès continuent leur pression sur les entreprises de la tech en augmentant la taxation. C'est aussi la période où Zuckerberg passe devant le congrès pour justifier du scandale « Cambridge Analytica » [4] ; et où les pays européens intentent les premiers procès contre ces grandes entreprises US qui défiscalisent chez eux. Pendant cette période, ce sont à la fois les Démocrates US et les politiques européens commencent à demander des comptes aux entreprises de la Big Tech qui jusque-là se bafraient de bénéfices dans une indifférence totale.
3. Au cours des années Biden, l'administration démocrate cherche à prendre le contrôle sur les entreprises de la tech, d'abord sur la question des cryptomonnaies, puis sur celle de l'IA. Dans le podcast, on entend Andreessen dire : « *they wanted to kill Crypto, then they wanted to kill AI* » (« ils — les démocrates — ont voulu tuer la crypto, puis ils ont voulu tuer l'IA »). Il s'agissait en réalité moins de « tuer » que de réguler un marché totalement sauvage où les valeurs boursières partaient dans tous les sens, entraînant des augmentations de consommation d'énergie notables et rendant les marchés fébriles et sujets aux attaques (notamment avec la crainte des attaques chinoises et de la fameuse 3ème Guerre Mondiale entre les US et la Chine qui devenait un vrai sujet de discussion et d'inquiétude). Plus d'exigences politiques

pour moins de financements, l'évolution des relations entre démocrates et Big tech ne se faisait alors clairement pas en faveur de ces derniers.

4. Enfin, dernier point et pas des moindres, la question énergétique. Si la crypto est un gouffre énergétique, l'IA générative en est la fosse des Mariannes. La quantité d'énergie annuelle consommée par les AAMAM depuis 2022 a augmenté d'au moins 50%, et cette énergie il faut la trouver. La politique de Trump « *drill baby drill* » n'était pas seulement un gage de paix aux constructeurs automobiles à moteurs fossiles, mais également une main tendue au monde de la tech, une garantie d'approvisionnement pour pouvoir faire tourner data centers et LLM autant qu'il le faudra.

Une dimension néocoloniale

Par ailleurs, même si ce n'est pas mentionné dans l'entretien, la dimension neo-coloniale du mandat Trump 2.0 est une composante importante pour nourrir les délires sécessionnistes des techno-fascistes. Dans un article dans le Financial Times, la journaliste Hannah Murphy explique que leur modèle géographique est la cité-état, indépendante et tyrannique. En s'inspirant de la Grèce antique, Thiel et ses comparses comme ses concurrents imaginent des villes dans lesquelles le contrat social serait rédigé entre un gouvernant « augmenté » à l'IA et des citoyens libres d'y adhérer, ou de déménager. Des villes au fonctionnement monétaire assuré par des cryptomonnaies et aux fonctions étatiques limitées et exécutées par IA [5].

Mais ces villes, encore faut-il les installer quelque part. C'est là que la politique de Trump peut, par sa dimension de conquête territoriale, apporter des possibilités géographiques à ces projets. On pourrait aussi réfléchir sur les caractéristiques des territoires convoités par Trump : Venezuela pour le pétrole, Canada et Groenland pour le sous-sol également ; mais pourquoi pas pour installer des data center dans des zones plus froides ?

Quand les AAMAM s'adaptent à la politique de Trump

Ce n'est donc pas vraiment la tech qui bascule pro-Trump, mais plutôt les démocrates qui ont évolué « contre » la big tech, vers une volonté – nécessaire- de la contrôler et de la limiter. En réaction, cette dernière s'est tournée vers Trump qui lui promet les mains libres, une épuration administrative, et du carburant à volonté.

Ce n'est pas un hasard si dans les fondateurs du Projet 2025, dont le manifeste est rédigé en 2022 pour le retour de Trump au pouvoir et le façonnement de son deuxième mandat, on retrouve en quantité des patrons de la Tech, des Venture Capitalists (les investisseurs de la Silicon Valley), les avocats de ces mêmes boîtes, et leurs relais médiatiques dans la communication alternative (podcasts, chaînes YouTube, etc.).

L'allégeance de Mark Zuckerberg

Si Musk et Thiel étaient à l'avant-garde du soutien à Trump et ont pris une part active au Projet 2025 puis à la politique présidentielle, les tech-bros qui n'étaient pas encore de la partie avant l'élection sont à leur tour très vite montés dans le train. Après sa réélection, Jeff Bezos et Mark Zuckerberg ont immédiatement plié le genou devant Trump, Zuckerberg allant jusqu'à se mettre en scène chez Joe Rogan (un des principaux animateurs de podcasts réactionnaires aux USA) pour dire que la culture d'entreprise manquait aujourd'hui de virilité et de violence. Il a immédiatement fait évoluer la modération de Facebook pour «plus de liberté d'expression», comprendre : la possibilité de publier des propos transphobes, sexistes, racistes, et sans aucune conséquence ; et sponsoriser des posts discriminatoires et haineux sans presque aucune limite. Un exemple édifiant de cette nouvelle politique : après la publication d'un post clamant que « *ces putains de juifs contrôlent le monde* », la modération a effectivement censuré le propos, mais seulement à cause de l'utilisation du mot « *putain* » (« *fucking* » en version originale).

Depuis le mois d'octobre 2025 la situation a encore empiré : avec sa nouvelle interdiction de la publicité pour tous types de contenus « politiques », Instagram ne permet plus la sponsorship des comptes féministes ou d'associations [6]. On pourrait rétorquer que cela concerne aussi par extension les contenus politisés à droite ; cependant, l'algorithme d'Instagram a tendance à plutôt les mettre en avant car ils génèrent davantage de réactions, et que l'extrême droite occidentale est bien mieux formée à l'usage des réseaux sociaux. Cette nouvelle réglementation va donc encore accentuer l'écart de visibilité entre posts progressistes et réactionnaires, au bénéfice de ces derniers.

En outre, en décembre 2025, Meta applique sa plus grosse opération de censure politique contre des collectifs et associations pour l'avortement ou pour le droit des personnes LGBTI en fermant leurs comptes Facebook, Twitter ou Whatsapp [7]. L'IA de Meta aussi en fait les frais. Il ne faudrait pas qu'elle soit trop « woke » au goût des techno-fascistes : Zuckerberg a donc embauché Robby Starbuck, complotiste avéré, placé à l'extrême-droite de l'extrême droite, comme conseiller contre les «biais idéologiques» de son IA maison [8].

Google courbe l'échine, Spotify et AirBnB arrosent la campagne de Trump

Chez Google/Alphabet, on n'aura pas attendu longtemps avant de courber l'échine devant Trump notamment en cédant sur la modération. Google permet aux comptes supprimés de YouTube pour désinformation de revenir, comme Musk l'avait fait pour le compte twitter de Trump dès son rachat. La modération évolue : et en faisant également évoluer sa modération, l'affaiblissant au nom « de la liberté d'expression » et épargnant ainsi les discours complotistes [9].

De fait, ces réseaux ne font plus qu'héberger les utilisateurs et propagandistes d'extrême droite. Ils les mettent en valeur, leur permettent d'étaler leur haine, de harceler et de *doxxer* (révéler des informations sur) des militants de gauche sans aucune sanction.

Dans le même temps, Google supprime de son *Google Store* les applications militantes qui servent à signaler les milices de ICE ou de la Homeland. Une étape supplémentaire est franchie en novembre 2025, quand Google devient l'hébergeur officiel des applications des milices fascistes étasuniennes [10]. Spotify, dont le patron a généreusement donné à la campagne de Trump, diffuse depuis novembre 2025 des publicités pour rejoindre ICE [11]. Le fondateur d'AirBnB, Joe Gebbia, y est lui aussi allé de son petit chèque.

Palantir utilise nos données pour « chasser et éliminer les communistes »

Dans un système où les entreprises qui contrôlent toute notre vie numérique sont des alliés explicites du fascisme trumpiste, nous pouvons légitimement penser que nos données personnelles ne sont plus du tout en sécurité sur ces réseaux et qu'elles seront fournies aux milices fascistes : l'ICE et la Garde Nationale aujourd'hui, toute l'armée et la police dans les temps à venir, et ce sans aucune résistance.

Cette utilisation de nos données est même probablement une mesure préventive contre des soulèvements de la gauche. Historiquement, les exemples de GAFAM servant de support central dans des mobilisations ne manquent pas : qu'il s'agisse de Twitter pour les printemps arabes, de Facebook et Instagram pour le mouvement *Black Lives Matter* ou encore de Tiktok pour la récente mobilisation en Kanaky, les réseaux sociaux servent aux gens à partager informations et idées, à s'organiser, à politiser. Or la balance bénéfices risques (utiliser les applications gérées par les GAFAM, mais pour réussir une mobilisation) semble s'inverser depuis que la quasi-totalité des PDG de la tech ont plié le genou devant le nouveau *king* des USA.

Palantir, la boîte de *data analysis* de Peter Thiel, originellement créée pour « repérer les terroristes et les fraudeurs » est utilisée par ICE pour scanner les réseaux sociaux des arrivants à la douane, des manifestants et bientôt de pans entiers de la population à la recherche de posts «incriminants» (à savoir, tout post n'approuvant pas aveuglément la politique de Trump).

Son co-fondateur affirme ouvertement en janvier 2024 que l'entreprise a été créée pour chasser et éliminer les communistes



Même simplement utiliser son téléphone devient dangereux : les forces de police US utilisent de plus en plus régulièrement des « simulateurs d'antenne » qui captent les données transmises par tous les téléphones non cryptés pour une zone géographique donnée [12].

Faut-il alors se passer d'internet ?

Alors, se passer d'internet serait la solution ? La lutte peut s'aider d'objets très simples et absolument pas connectés. L'une des réponses populaires aux raids de ICE aux USA s'avère être l'utilisation de sifflets construits en imprimante 3D. Utiles pour signaler un problème ou pour impressionner les agents par leur utilisation collective, ces sifflets trouvent un succès certain dans les mobilisations désorganisées contre le gouvernement. On peut l'avoir en permanence sur soi, il n'est pas connecté à des comptes en ligne, ne coûte quasiment rien à produire et possède en outre cette qualité d'objet symbole qui peut trouver écho auprès des masses.

Mais la mobilisation numérique n'est pas (encore) achevée : loin des GAFAM (mais tournant encore pour l'instant sous Android et IOS) des logiciels tels que Meltin Ice, Red Dot, ICEBlock ou DEICIER permettent de signaler voire de confronter les milices de kidnapping du gouvernement américain. Des applis de recensement de violences policières sont également apparues afin d'enregistrer en direct sur des réseaux basés à l'étranger tout comportement de violence policière dont on pourrait être témoin. Cependant, Apple et Google ont rapidement cédé au gouvernement Trump en retirant certaines de ces applications de leur *store* ; et si, sous Android, il est encore possible de passer outre le *store* officiel, cela va changer au cours de l'année. Quant aux possesseurs d'Iphone, chaque appli peut disparaître du jour au lendemain du *store*, et donc de leur téléphone, en fonction des décisions de l'entreprise. Ainsi, la question suivante va se poser très vite : comment quitter tout bonnement ces systèmes d'exploitation fermés pour d'autres alternatives ?

Des expériences alternatives, très décentralisées, existent, entre autres pour pallier le

manque de réseaux dans des zones reculées. Nommons par exemple Meshtatic [13].

Sommes nous mieux lotis en France et dans l'UE ?

Nos libertés individuelles en danger

Nous pourrions nous dire « Mais ça, c'est les États-Unis. En quoi est-ce que cela nous concerne, nous ? »

En réalité, non seulement nous utilisons ces services et nous sommes donc victimes de la *merdification* logicielle ; mais nous sommes également directement touchés par la *merdification* politique. En France, au niveau des libertés informatiques, plusieurs signaux inquiétants devraient nous alerter :

La Quadrature du Net alarme depuis des années sur l'état de nos libertés individuelles et le durcissement de la surveillance. Une de leurs dernières alertes concerne la tendance de la police à utiliser le fichier des passeports et cartes d'identité pour identifier des personnes lors d'enquêtes judiciaires [14].

Au niveau des libertés en général et de la situation sociale, Amnesty International alerte maintenant depuis une dizaine d'années sur la dégradation impressionnante de la situation française. Un palier a été franchi en 2015 sous François Hollande quand lois anti-terroristes ont commencé à légaliser l'utilisation des backdoors (failles volontaires dans la sécurité d'un logiciel) par les services de police sans accord préalable d'un juge d'instruction [15]. Le 22 novembre 2025, Graphene OS (un OS pour téléphone libre et open source) se retire des serveurs français car se sent menacé par cette pratique, et préfère partir avant d'être contraint de fournir des backdoors à la police française, mettant ainsi en danger les données personnelles de ses utilisateurs [16].

À l'échelle européenne, c'est la proposition de loi « Chat Control » qui vient de passer au conseil de l'Europe et qui doit maintenant être soumise au parlement. Elle représente des risques immenses pour la vie privée et la sécurité informatique, en exigeant l'installation de backdoors à tous les usagers pour permettre aux services régaliens de récupérer des informations. Selon La Quadrature du Net, cela reviendrait à « **déployer un logiciel espion** personnalisé sur les appareils de millions de personnes (ordinateurs ou téléphones) » [17] . Le fait que cela crée une faille monumentale permettant à des hackers de se faufiler par les mêmes chemins pour récupérer toutes sortes de données n'a pas échappé à des député-e-s de l'ensemble de l'éventail politique, qui se sont alors extraits de cette loi.

Le rapport de la droite française au techno-fascisme

La macronie donne à voir une certaine ambivalence dans son rapport aux techno-fascistes. Si Macron s'est désolé début 2025 de voir « *le propriétaire d'un des plus*

*grands réseaux sociaux du monde » soutenir « une nouvelle internationale réactionnaire et intervenir directement dans les élections, y compris en Allemagne », cela n'empêche pas l'Elysée d'inviter Musk (car c'est bien de lui dont il est question) au sommet de l'IA organisé à Paris en 2025. Guillaume Kasbarian, ministre du logement, félicitera quelques semaines plus tard Musk pour son service de *merdification* de la machine d'État DOGE.*

Chez LR, on s'en cache encore moins. Entre félicitations à Trump et inspirations directes, on pioche allègrement dans le répertoire d'actions du fascisme américain (au sens large) : Eric Ciotti et Valérie Pécresse font explicitement référence - avec admiration - à la tronçonneuse de Milei, par exemple.

À l'extrême droite, on est carrément invité à l'inauguration du 2ème mandat de Trump : Eric Zemmour et Vincent Bolloré y ont assisté aux premières loges.

Quitter les AAMAM : un impératif matérialiste

Pour s'exprimer clairement, si le régime français n'a pas (encore) basculé dans la post-démocratie comme le régime étatsunien, cela n'empêche pas les attaques sur les libertés individuelles et la massification de la surveillance. Nous sommes à la fois concerné-e-s par les modalités d'utilisation des applications US ET par les lois liberticides françaises et européennes.

Devant cette situation mondialement inquiétante, trois constats s'imposent :

- Continuer à utiliser ces services, c'est consentir à ce qu'une part de plus en plus importante de nos données personnelles serve à entraîner des modèles d'IA potentiellement nazis comme Grok, et de la génération d'images qui sert à créer du *deepfake* et nourrit ainsi les discours de post-vérité et la propagande de l'extrême-droite.
- Continuer à utiliser ces services, c'est financer directement la fascisation du monde occidental et les politiques trumpistes.
- Continuer à utiliser ces services, c'est se mettre en danger car des entreprises en collaboration active avec des régimes fascisants se feront un plaisir de fournir l'ensemble de nos informations personnelles auxdits régimes. Si ce n'est pas très grave que Spotify divulgue nos goûts musicaux, dans le cas de Google, c'est bien plus problématique : Google sait littéralement *tout* de nous : adresse postale, compte en banque, communications, mots de passe, etc.

Partir n'est donc pas seulement une posture morale mais bien un impératif matérialiste : ne pas financer activement le fascisme semble être un indispensable de notre engagement politique, comme ne pas participer à l'entraînement de modèles d'IA destructeurs à tous les égards.

Il nous faut aussi adopter une démarche de protection personnelle pour empêcher ces

entreprises de collabos d'accéder à nos informations personnelles, bancaires, nos communications (militantes à minima, mais personnelles également). Plus que les démarches individuelles des militant-e-s, il s'agit aussi de prendre collectivement la mesure du problème, et de décider collectivement, dans nos organisations, de ne plus se servir de ces outils.

Dans la cinquième et dernière partie de cette série, nous donnerons des solutions pour sortir des AAMAM pour récupérer le contrôle sur notre vie numérique, notre sécurité, notre vie privée, nos données, notre liberté d'action.

Pour lire la suite c'est ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2104>

Notes

[1] Pour un article développé sur le début du deuxième mandat Trump et de ses volontés idéologiques, référez-vous à notre article sur les Lumières Sombres

<https://tendanceclaire.org/article.php?id=201>

[2] Lire à ce sujet le livre *The Valley, une histoire politique de la Silicon Valley*, du journaliste Fabien Benoit

[3] Transcription du podcast disponible ici :

<https://www.nytimes.com/2025/01/17/opinion/marc-andreessen-trump-silicon-valley.html>

[4] Facebook a fourni les données personnelles de 87 millions de ses utilisateurs à la société **Cambridge Analytica** (CA) qui a commencé à exploiter à partir du début de l'année 2014. Ces informations notamment ont servi à **influencer** les intentions de vote à des élections ultérieures.

[5] *Financial Times*, "Tech elites are starting their own for-profit cities"

<https://www.ft.com/content/b127ee7a-5ac4-4730-a-95-c9f9619615c7?shareType=nongift>

[6] *Telerama*, « Avec ses nouvelles règles, Instagram musèle les organisations féministes » <https://www.telerama.fr/debats-reportages/avec-ses-nouvelles-regles-instagram-musele-les-organisations-feministes-7028430.php>

[7] *The Guardian*, "Meta shuts down global accounts linked to abortion service and queer content", <https://www.theguardian.com/global-development/2025/dec/11/meta-shuts-down-global-accounts-linked-to-abortion-advice-and-queer-content>

[8] *Advocate.com*, "Meta appoints anti-DEI and anti-LGBTQ+ conspiracy theorist Robby Starbuck as AI bias advisor" <https://www.advocate.com/news/meta-robb-starbuck-ai-bias#toggle-gdpr>

[9] *Frandroid.com*, « Pour plaire à Trump, YouTube réhabilite la désinformation »
https://www.frandroid.com/marques/google/2805929_pour-satisfaire-le-pouvoir-americain-youtube-rehabilite-la-desinformation

[10] *404 Media*, “Google Has Chosen a Side in Trump's Mass Deportation Effort”
<https://www.404media.co/google-has-chosen-a-side-in-trumps-mass-deportation-effort/>

[11] <https://bsky.app/profile/santiagomayer.com/post/3m3436ncxlc2e>

[12] Pour plus d’explications (en anglais) : <https://sls.eff.org/technologies/cell-sit-simulators-imsi-catchers>

[13] Nous ne développerons pas son fonctionnement dans cet article. Pour plus d’informations, nous vous redirigeons vers la page Wikipedia :
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Meshtastic>

[14] *La Quadrature du Net*, « La police détourne le fichier des passeports et des cartes d’identité », <https://www.laquadrature.net/2025/11/24/la-police-detourne-le-fichier-des-passeports-et-des-cartes-didentite/>

[15] Consulter ici le rapport 2024 <https://www.amnesty.fr/actualites/situation-droits-humains-france-2024>

[16] *Frandroid.com*, « Pourquoi GrapheneOS quitte OVH et la France »
https://www.frandroid.com/android/2885955_la-police-francaise-attend-des-backdoors-nous-partons-avant-dy-etre-forces-grapheneo-explique-que-son-depart-est-du-aux-menaces-pas-a-la-presse

[17] *La Quadrature du Net*, « Chat Control : on fait le point », <https://www.laquadrature.net/2025/10/03/chat-control-on-fait-le-point>

Lucas Battin;Martin Bourrin, le 7 juin 2026